

## **GROUPE DE TRAVAIL CLIMAT REDD**

### **ORIGINES, DEVELOPPEMENT, BILAN ET PERSPECTIVES**

Par Roger MUCHUBA, Coordonnateur du GTCR

#### **1. ORIGINES**

C'est depuis fort longtemps que les organisations non gouvernementales congolaises s'intéressent aux questions de l'environnement. Mais, c'est depuis 1992, lors de la Conférence de RIO DE JANEIRO, qu'elles s'affichent de manière plus cohérente et formelle. Dès lors, l'on assiste notamment à une dynamique de spécialisation dans le domaine de la biodiversité, de l'assainissement, de la promotion des droits des peuples autochtones et des communautés locales.

Vers les années 2000, avec le rapport du panel des inspecteurs des Nations Unies sur le pillage des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, certaines associations se sont organisées pour suivre l'application et le respect des recommandations dudit Panel. Cette démarche coïncide aussi avec la création du Réseau Ressources Naturelles qui a commencé à faire le suivi des réformes dans le secteur forestier après l'adoption du code forestier en 2002.

Promulgué en 2002, le Code forestier de la RDC prévoit plusieurs mesures d'application qui devaient être élaborées avec la participation de la société civile avec l'appui du Fonds mondial pour l'alimentation, FAO ; et renforcé par la Coopération Néerlandaise, DGIS. Cette étape est importante parce qu'elle marque le point de départ de l'implication de la société civile dans le processus de mise en œuvre du Code forestier.

Par ailleurs, les peuples autochtones au travers leurs organisations non gouvernementales avaient critiqué le processus de mise en œuvre du Code forestier du fait qu'il n'avait pas respecté les directives et politiques opérationnelles de la Banque Mondiale, notamment l'obligation de consulter les peuples autochtones et les communautés locales. Cette méconnaissance avait été à la base d'une plainte contre la Banque Mondiale auprès du Panel des inspecteurs des Nations unies sur le pillage des ressources naturelles de la RD Congo et avait abouti à des recommandations claires à la Banque Mondiale.

Les organisations requérantes s'étaient regroupées au sein de la Dynamique des groupes des peuples autochtones de la RD Congo, DGPA en sigle.

Ainsi, ces organisations non gouvernementales et les réseaux qui travaillent sur les questions des ressources naturelles et la promotion des droits des peuples autochtones avec l'appui de la RAINFOREST FOUNDATION comme bailleur des fonds, avaient participé à plusieurs réunions dont la Conférence internationale de BRUXELLES sur la gestion durable des forêts de la RDC en 2007 et la Conférence de BALI, la COP 13, la Conférence d'ACCRA qui a abouti à la mise en place du Caucus d'ACCRA sur le changement climatique et la REDD qui regroupe les ONG de l'hémisphère Nord et celles de l'hémisphère Sud.

A POZNAN, en Pologne à la COP 14, ces organisations qui étaient déjà impliquées dans les questions du changement climatique et le processus REDD étaient conviées à participer au mois de janvier

2009 à la Mission conjointe de UN-REDD (PNUD, PNUE, FAO), le FCPF de la Banque mondiale, l'Initiative norvégienne et la société civile environnementale congolaise. Quelques représentants des communautés locales et des peuples autochtones, et la Rainforest foundation étaient de la partie.

Cette Mission qui était très participative avait encouragé la société civile de s'organiser au sein du Groupe de travail REDD qui, au mois de juillet 2009, va devenir Groupe de travail climat REDD, avec des responsabilités confiées aux organisations non gouvernementales dont, le Réseau Ressources Naturelles et la Dynamique des Groupe des Peuples Autochtones.

## **2. DEVELOPPEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL CLIMAT REDD, GTCR EN SIGLE**

Le fonctionnement du Groupe de travail climat REDD s'est fait autour de certains objectifs, à savoir l'ancrage communautaire, le renforcement de capacité et la structuration.

Le processus REDD intéresse plusieurs acteurs et entretient des ramifications avec différentes matières, la maturation du Groupe de travail climat REDD ne pouvait être concevable que dans une optique participative plus large. La nécessité d'impliquer tous les acteurs ayant des activités en lien avec le processus REDD était donc avérée.

Ainsi, grâce à la sensibilisation, il a été possible d'intéresser et d'impliquer plusieurs autres composantes de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales de développement, les organisations de défense et promotion des droits de l'homme, les groupements des jeunes, les confessions religieuses, les universités, etc.

En ce qui concerne l'ancrage communautaire, nous avons fait un effort pour que le GTCR ne soit pas seulement une organisation de la capitale Kinshasa et des grandes villes, mais que les communautés locales et les peuples autochtones soient aussi impliqués. Les actions de sensibilisations faites en provinces ont fait que de plus en plus le message arrive dans les territoires et localités où se trouvent les communautés. L'évidence est que dans toutes les provinces du pays la sensibilisation a été faite avec des délégués en provenance des territoires et à ce jour, le GTCR est organisé dans 8 provinces comme un cadre de concertation qui travaille sur les questions du changement climatique et le processus REDD.

Les structures membres du GTCR étant valablement représentées au niveau national et en provinces, il a été aisé de faire circuler les informations. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour porter le message très loin et impliquer très avantageusement toutes les parties au regard des dimensions du pays et de la modicité des voies et moyens de communication. Ce qui nécessite encore du temps et des moyens.

Pour ce qui est du renforcement des capacités, le GTCR organise régulièrement des mini-sessions d'échange et invite certains experts qui exposent sur des thèmes à l'endroit des membres du GTCR. L'institution des commissions thématiques constitue aussi un cadre propice pour le renforcement des capacités, les discussions qui se font en petits groupes facilitent aussi la compréhension et la maîtrise de certains concepts. Toutefois le domaine du changement climatique étant nouveau, vaste

et très évolutif, il importe que ce programme soit continu avec la possibilité de faire des stages dans des institutions au pays ou à l'étranger là où le processus est plus avancé.

En ce qui concerne le processus de structuration, certains axes étaient déjà définis dans le RPP au travers de notre organigramme, parmi les organes il y a un Comité de pilotage, la coordination, un comité scientifique et les commissions.

Depuis le mois de mai 2010 une commission ad hoc a été mise sur pied pour élaborer le texte constitutif du GTCR. Après le travail, une séance de restitution a été organisée à l'issue de laquelle la plénière avait estimé que le texte proposé était trop lourd et qu'il fallait un texte plus souple. En date du 11 août 2010, la commission d'ad hoc avait présenté son rapport. La plénière, au regard des difficultés constatées dans le fonctionnement du GTCR a levé l'option pour une gestion autonome du GTCR ; ce qui va guider le nouveau texte qui sera présenté par la commission ad hoc pour adoption et signature par tous les membres lors d'une plénière à convoquer très bientôt. Ce qui clôturera le processus de formalisation du GTCR.

### **3. BILAN DU GROUPE DE TRAVAIL CLIMAT REDD**

En ce qui concerne le bilan du GTCR, il faut partir des activités réalisées depuis le mois de janvier 2009, c'est-à-dire de l'adoption du RPP à ce jour. Pour ce faire, plusieurs points sont à inscrire à l'actif du GTCR :

#### **1. La participation et la contribution aux missions conjointes UN-REDD et FCPF :**

Au total il y a eu quatre missions conjointes où la société civile était invitée après avoir contribué à l'élaboration des termes de référence de la mission, les discussions et contacts avec certaines autorités.

La mission du mois de septembre et octobre étaient très importantes parce que c'est en ce moment qu'avait été discuté le plan 2009 et 2010 qui a conduit à l'élaboration du RPP. A la fin de cette mission le GTCR avait fait un communiqué de presse exprimant sa satisfaction sur le déroulement de la mission en correction de quelques imperfections observées lors de la mission précédente du mois de mai 2009.

La mission de février 2010 était une occasion pour discuter et adopter le R-PP après plusieurs sessions et débats très enrichissants.

#### **2. La sensibilisation**

La sensibilisation avait commencé depuis le mois de mai 2009, d'abord par les médias, avec le Réseau des Communicateurs de l'Environnement, RCEN en sigle, qui est une structure membre du GTCR soutenue par le PNUD. Les membres du GTCR étaient invités régulièrement à prendre part aux émissions.

Au mois de juillet 2009, à l'occasion du lancement du processus REDD, le GTCR avait fait une présentation montrant sa position vis-à-vis du processus REDD qu'il attendait accompagner. Ce qui est en cours de réalisation jusque ces jours avec très peu de moyens mis à disposition.

Après le lancement de juillet 2009, des tournées ont été faites en provinces pour une série de consultations, notamment en province orientale, au Sud-Kivu, au Nord-Kivu, au Katanga, au Bas-Congo et en Equateur. Cette activité était organisée conjointement avec la Coordination nationale REDD et son agenda avait prévu une journée spéciale pour la société civile. Le résultat a été qu'après chaque journée la société civile locale s'organisait et s'engageait à poursuivre le processus des discussions internes pour constituer un réseau. A ces jours plusieurs structures en provinces se sont organisées en GTCR.

Etant donné que toutes les provinces du pays n'étaient pas couvertes par cette activité conjointe le GTCR et la Coordination REDD, le GTCR a dû poursuivre la sensibilisation dans d'autres provinces du pays notamment au Maniema, dans les deux Kasai (oriental et Occidental), ainsi qu'au Bandundu. Ces activités furent réalisées grâce au financement de la Rainforest Foundation.

Il convient aussi de noter qu'avec l'appui de la Banque Mondiale, la sensibilisation et le renforcement des capacités des communautés ont eu lieu en profondeur dans les territoires de certaines provinces, comme à Mwenga au Sud-Kivu, à Penzele en Equateur, à Inongo au Bandundu etc. Dès lors, il peut être affirmé que toutes les provinces du pays ont été visitées par le GTCR avec au moins une ou deux activités de sensibilisation, qui espérons-le ont été relayées par des structures locales.

### 3. Le plaidoyer

Le plaidoyer s'est fait tant sur le plan national que international, au travers certaines activités et missions.

Le plaidoyer auprès des députés nationaux et provinciaux a été organisé sous la forme des réunions appelées tables rondes et ateliers en vue d'impliquer les élus dans le processus REDD.

Dans le cadre du COP 15, une activité de plaidoyer était aussi faite au mois de novembre 2009, pour appeler à une forte participation de la RDC au sommet de Copenhague et, au besoin, avec le Chef de l'Etat en tête de la délégation.

La forte mobilisation pour une valable représentativité Copenhague devrait être couronnée par une implication personnelle du Chef de l'Etat dans le processus REDD.

Au mois de mars 2010 une délégation du GTCR s'était rendue à Libreville lors de l'adoption du RPP de la République Démocratique du Congo par le FCPF de la Banque Mondiale. A cette occasion le GTCR avait assumé sa responsabilité en soutenant ce document.

### 4. Etudes et publications

Dans le cadre de son programme avec la Rainforest Norvege et la Banque Mondiale le GTCR a publié quelques outils de sensibilisation et études comme l'ABC REDD, qui est un outil de vulgarisation en format livre de poche pour aider à la compréhension de la REDD, la boîte à image pour faciliter la compréhension aux communautés le mécanisme REDD et du changement climatique.

Il a été publié une étude critique du document de Woods hole reseach center sur la déforestation, un autre sur le scenario de référence, ainsi que le modèle de gestion des forêts par les communautés locales et les peuples autochtones.

Actuellement, l'élaboration de quelques documents/outils est en cours, notamment le guide de sensibilisation, le guide de consultations et de l'éducation.

## **5. PERSPECTIVES**

Le GTCR compte honorer son engagement pris dans le RPP comme partenaire du Gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie REDD.

Aujourd'hui l'expérience de la participation de la société civile de la RDC étant un modèle, le GTCR compte travailler avec la société civile de la sous-région du Bassin du Congo et d'ailleurs dans le cadre du renforcement des capacités et d'échanges comme c'est le cas avec le Congo Brazzaville.

En guise de conclusion, il sied de reconnaître qu'en peu de temps le GTCR a réalisé beaucoup des choses et avec des moyens très limités et continue sur le même lancé pour devenir un partenaire solide et crédible dans le processus REDD en RDC et partout où son expertise pourra être sollicitée.

Le GTCR sera toujours engagé aux cotés des communautés locales et des peuples autochtones pour que leurs droits soient pris en compte dans le processus REDD, car il estime que ce n'est qu'à ce prix que l'objectif de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation peut être atteint.

-----